

CONTRE MACRON, SON GOUVERNEMENT ET SON ASSEMBLÉE, PRÉPARONS LA RIPOSTE



npa2009.org

Le mouvement de Macron est arrivé largement en tête du premier tour des législatives et il est assuré d'une majorité écrasante à l'Assemblée – plus de 400 sièges sur 577 – dont il va se servir pour tenter de casser les droits sociaux et démocratiques des travailleurs et de la population.

Un gouvernement illégitime

Plus de 51% des électeurs se sont abstenus, un record qui exprime l'écœurement que ressentent une grande partie des travailleurs. Un chiffre qui relativise sérieusement la victoire et la légitimité de Macron, qui obtient en réalité seulement 16% des voix des inscrits! Cela montre une nouvelle fois le caractère totalement antidémocratique de la Ve République.

Chouchou du grand patronat, pur produit des institutions, des banquiers et du battage médiatique, Macron s'est hissé sur les ruines des grands partis de l'alternance gouvernementale, la droite et le PS, discrédités par leurs politiques d'austérité.

Une offensive sans précédent contre les travailleurs et la population

La réforme du Code du Travail que le gouvernement veut boucler pendant l'été généraliserait la négociation par entreprise, à des conditions inférieures à celles des conventions collectives et du Code du travail. Ainsi chaque patron pourrait imposer à peu près tout ce qu'il veut en matière d'horaires, de salaires et de conditions de travail.

Elle plafonnerait les indemnités prudhommales versées en cas de licenciement abusif et imposerait la fusion des institutions représentatives du personnel.

Suivraient une réforme de l'assurance-chômage, le remplacement des cotisations salariales par une hausse de la CSG, puis une nouvelle réforme des retraites conduisant à la suppression du système par répartition et à la réduction de toutes les pensions.

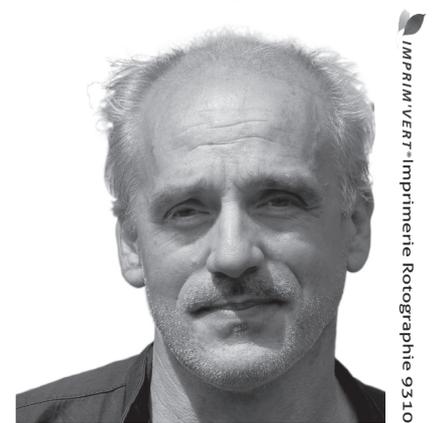
Dans le même temps, l'état d'urgence est prolongé jusqu'au 1^{er} novembre, en attendant d'intégrer à la loi toutes les mesures qualifiées pour l'instant d'exceptionnelles : perquisitions, saisies des données numériques, ordinateurs et portables, interdictions de manifester...

Construisons une opposition militante au gouvernement

Le gouvernement compte sur l'état désastreux de la gauche et sur la passivité des directions des grandes confédérations syndicales, engagées dans des rencontres bilatérales. Celles-ci sont un dialogue de dupes, d'autant plus que Macron a annoncé qu'il allait légiférer par ordonnances, sans même un débat à l'Assemblée. Le gouvernement ne craint qu'une chose, que les travailleurs et la jeunesse entrent en contestation, disent qu'ils ne sont pas d'accord.

Il est temps de construire, avec toutes les organisations du mouvement social : partis, syndicats, associations, une opposition unitaire au gouvernement. Plusieurs initiatives sont en préparation. Les syndicats et associations rassemblés dans le Front social appellent à manifester le 19 juin. Des grèves sont programmées à EDF, dans l'Inspection du Travail, des grèves et manifestations sont prévues le 27 juin. Construisons et faisons converger ces luttes!

Disons non à la régression sociale, préparons l'affrontement avec ce gouvernement!



Mardi 13 juin 2017